

RÉVÉLER

L'IMPOSTURE

DU **FN**

**ET COMBATTRE
SON PROJET
ANTIRÉPUBLICAIN**



www.parti-socialiste.fr

RÉVÉLER
ET

L'IMPOSTURE DU FN

ET COMBATTRE SON PROJET ANTIRÉPUBLICAIN

En évoquant la laïcité, la République, la liberté des femmes, Marine Le Pen cherche à recouvrir d'un vernis républicain son parti, dont l'identité s'est construite hors des valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. Sa stratégie de « dédramatisation », à l'œuvre depuis 2010, consiste non pas à modifier cette orientation idéologique et programmatique, mais à la présenter de façon différente, dissimulée, pour tromper nos concitoyens. Dans une certaine mesure, cette tactique produit des effets. Combien de fois a-t-on entendu sur le terrain : « Voter "Marine", ce n'est pas voter facho » ? Dans cette stratégie, la présidente du FN a bien été aidée par l'UMP. Le président et candidat Sarkozy, Jean-François Copé, actuel président de l'UMP, tous deux conseillés par Patrick Buisson, un idéologue issu des rangs de l'extrême droite maurrassienne, ont jour après jour fait sauter une à une les digues entre le FN et une frange grandissante de la droite républicaine. Ils ont creusé une faille, ne restait plus à Marine Le Pen qu'à s'y engouffrer.



PAR AILLEURS

en prétendant défendre les services publics, en dénonçant les délocalisations industrielles, en parlant d'Etat stratège et de justice fiscale, Marine Le Pen veut faire croire qu'elle rompt dans les mots avec le libéralisme économique, idéologie qui a toujours été celle du Front national fondé par Jean-Marie Le Pen.

En cela, le Front national revêt les habits des formations d'extrême droite européennes : un projet d'apparence sociale mais des valeurs profondément réactionnaires, anti-démocratiques et antirépublicaines.

LA GAUCHE

se trouve donc face à un double devoir. D'une part, affirmer l'ancrage et le message républicains, ce que la droite se refuse désormais de faire, ou par intermittence. D'autre part, démasquer le Front national en démontrant que son idéologie demeure contraire aux fondements du pacte républicain et que son programme, **s'il était mis en œuvre, ne ferait qu'aggraver la situation des Français en provoquant récession économique, endettement budgétaire, inégalités sociales, déchirures territoriales et divisions de la société.** D'ailleurs, dans le passé, là où le FN a eu la responsabilité de communes, sa gestion s'est traduite par plus de dettes, moins de services publics, plus d'impôts et moins de développement économique.

**LA RESPONSABILITÉ
PROPRE À LA GAUCHE :
C'EST D'ALLER
À LA RENCONTRE
DES ÉLECTEURS
DU FRONT NATIONAL,
LES ÉCOUTER,
LEUR PARLER,
LES CONVAINCRE,
ARGUMENTER.**

Nos combats s'inscrivent dans le **sens du progrès social**, avec, comme boussole, **la défense de l'intérêt général** et la **recherche de la justice sociale**. Alors que, traditionnellement, l'extrême droite concentrait son discours autour du triptyque: sécurité/immigration/famille, le Front national a désormais investi les sujets économiques et sociaux en instrumentalisant les difficultés que traverse le pays pour légitimer son orientation pourtant porteuse de régressions. Il est de **notre devoir de rétablir la clarté sur le sens du progrès et de déconstruire les faux-semblants de la rhétorique et du programme du parti de Marine Le Pen.**

Nous avons fait le choix de produire ce dossier argumentaire pour les militants socialistes et tous ceux qui sont attachés aux valeurs de la République et veulent combattre l'extrême droite, avec deux parties distinctes. La première reprend chacune des propositions économiques et sociales développées par le FN et **y apporte des réponses précises**. La seconde partie vise à démontrer que **le FN n'a pas renoncé à son ADN anti-républicain** et que son orientation s'oppose à l'égalité, la liberté, la fraternité et la laïcité. C'est un ensemble d'arguments, de données chiffrées et d'outils pour s'adresser aux électeurs afin de leur démontrer que **loin de régler leurs problèmes concrets, l'extrême droite les aggraverait dangereusement.**

LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU FN : EXCLUSION, INÉGALITÉS, REPLI, INEFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

EURO

FAIRE EXPLOSER LES PRIX ET LE CHÔMAGE
EN ABANDONNANT L'EURO

SELON LE FN : « Sortir de l'euro permettrait d'oxygéner notre économie et de retrouver la voie de la prospérité »

C'EST FAUX

EXPLOSION DES PRIX DUE À L'EURO : VRAIMENT ?

➤ La monnaie unique a permis de maintenir la stabilité des prix, même si certaines pratiques ont conduit dans la grande distribution et le petit commerce à une augmentation des prix lors du passage à l'euro.

> L'inflation, qui était de 10% autour des années 1980, est stabilisée depuis le passage à l'euro en 2002, autour de 2% par an. En 2013, elle a été inférieure à 1%.

➤ L'euro a empêché l'affrontement des devises nationales par des dévaluations compétitives, comme ce fut le cas dans le passé (20 dévaluations du franc, entre 1950 et 1983).

> L'euro permet aussi de bénéficier de taux d'intérêt plus bas. Il facilite le recours au crédit pour les entreprises et les ménages. L'euro n'est pas responsable de la friolité des banques, que, par ailleurs, l'Europe et le gouvernement combattent (loi bancaire en France, union bancaire en Europe).

CHÔMAGE ET DÉLOCALISATIONS : L'EURO, BOUC-ÉMISSAIRE FACILE

➤ D'autres pays, et d'abord l'Allemagne, première puissance industrielle en Europe, sont parvenus à maintenir une industrie forte à l'exportation, et donc leurs emplois industriels, tout en restant dans l'euro.

➤ Les nombreuses destructions d'emplois industriels en France, sont avant tout dues à une dégradation de la compétitivité de l'industrie française par absence de stratégie industrielle de 2002 à 2012. Sortir de l'euro ne résoudrait pas ce problème car :

- > la dévaluation de la monnaie préconisée par le FN (via le retour au franc) ne suffirait pas à concurrencer les marchandises à bas coûts en provenance des pays en développement ;
- > même en protégeant le marché intérieur par des barrières tarifaires, tel que le préconise le FN, les débouchés resteraient insuffisants pour les entreprises françaises qui ont donc besoin, pour préserver les emplois, d'être compétitives à l'exportation ;
- > le FN ne propose aucune mesure sérieuse pour améliorer la compétitivité de l'industrie française et ainsi préserver les emplois ;
- > les réponses efficaces sont celles que nous mettons en œuvre depuis 2012 : Banque Publique d'Investissement, filières, innovation avec un Crédit Impôt Recherche plus accessible aux PME, pacte de compétitivité, CICE, pacte de responsabilité, etc.

AUGMENTATION DE LA DETTE : L'EURO, UNE PROTECTION PLUS QU'UN PROBLÈME

➤ Grâce à des taux d'intérêts historiquement bas, l'euro a empêché que l'explosion de la dette publique française ne se fasse trop durement sentir, pour le financement de celles-ci

> avec des taux plus élevés, la dette se serait envolée beaucoup plus rapidement et aurait conduit à des coupes budgétaires drastiques, comme certains pays ont pu en connaître

➤ Les « dépenses » pour les plans de sauvetage dénoncées par le FN ne sont pas « un gouffre financier pour la France ». Elles ont permis :

- > de soutenir des économies qui constituent aussi des marchés d'exportation pour les entreprises françaises : leur effondrement se serait donc mécaniquement répercuté sur les entreprises françaises et donc sur l'emploi ;
- > d'éviter un effondrement général du système bancaire européen dont les banques françaises sont aussi partie prenantes et qui aurait touché de plein fouet l'épargne de l'ensemble des Français ;
- > en outre, ces dépenses constituent des prêts et seront donc remboursées : le coût est nul pour la France !

L'EXPLOSION DU PRIX DE L'ESSENCE ET DU COÛT DE LA VIE

➤ Le prix du pétrole (libellé en dollars sur les marchés), et donc de l'essence, augmenterait considérablement du fait de la dévaluation de la monnaie nationale prévue avec le retour au Franc (20%).

> Les premières victimes de cette mesure seraient donc les salariés, notamment dans les territoires périurbains, les PME, les artisans, les agriculteurs-éleveurs.

➤ Le coût de la vie pour les ménages exploserait du fait de l'augmentation du coût de tous les produits importés.

L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA DETTE ET DE L'EMPRUNT PRIVÉ

➤ La valeur de la dette augmenterait mécaniquement, avec la baisse de valeur de la monnaie nationale (environ 20%).

➤ Le financement de la dette deviendrait un investissement moins rentable pour les créanciers et les taux d'intérêts seraient à la hausse, augmentant d'autant le coût du financement de la dette mais aussi des emprunts des particuliers, entreprises et des collectivités.

> Loin d'être remboursée plus facilement, la dette deviendra alors impossible à payer puisque les taux d'intérêts d'emprunt s'envoleraient.

PROTECTIONNISME

UN FREIN
POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

LE FN VEUT « *mettre en place des droits de douane pour sauver les PME et les emplois en France* »

EN RÉALITÉ, CELA ENTRAÎNERAIT :

LA MISE EN PÉRIL DE NOMBREUX EMPLOIS, DU FAIT DE :

➤ la mise en place, par les autres pays, de droits de douane contre nos produits, pénalisant ainsi très fortement les exportations françaises (dont 61% se font vers la zone euro) et donc l'emploi ;

➤ la baisse de la compétitivité de nos entreprises qui sont dépendantes, pour leur production, des matières premières importées : l'augmentation de leur coût se répercuterait automatiquement sur les coûts de production des entreprises, et donc sur les prix de vente, pénalisant au final l'emploi ;

➤ une augmentation du coût de la vie pour les consommateurs : la mise en place de droits de douane à l'échelle nationale serait payée au bout du compte par les consommateurs qui ne trouveraient que des produits plus chers ;

➤ une fragilisation de nos emplois : en 2012, le commerce extérieur représente près de 25 % du PIB.

FISCALITÉ

PÉNALISER L'EMPLOI ET L'INVESTISSEMENT
ET CREUSER LES INÉGALITÉS

LE FN VEUT « fusionner la taxe foncière et l'impôt sur la fortune (ISF) »

UNE MESURE ABSURDE :

➤ la fusion de deux impôts qui n'ont ni les mêmes assiettes, ni les mêmes fonctions, ni les mêmes destinataires n'a aucun sens : l'ISF abonde le budget de l'État, alors que les taxes foncières financent les collectivités locales.

- > Comment l'ensemble de ce nouvel impôt serait-il alors redistribué ? Sur la base de quelle assiette ? Silence au FN...

LE FN PRÔNE « un impôt progressif sur les entreprises en fonction de leur chiffre d'affaires »

EN RÉALITÉ CELA ENTRAÎNERAIT :

UNE MOINDRE INCITATION À L'EMBAUCHE ET À L'INVESTISSEMENT :

➤ un chiffre d'affaires élevé ne révèle pas forcément des profits élevés : certaines entreprises, malgré un chiffre d'affaires apparemment bas, ont des taux de profit élevés compte tenu de leur nature d'exploitation (peu de main d'œuvre, peu d'investissement).

- > C'est donc le taux de profit et non le chiffre d'affaires qu'il faut prendre en compte !

UNE MESURE INJUSTE QUI CREUSERAIT LES INÉGALITÉS ENTRE COMMUNES :

➤ les plus dotées en contributeurs de l'ISF bénéficieraient de plus de recettes fiscales. Les communes les plus riches seraient encore plus riches et les communes les moins pourvues encore plus démunies.

- > Avec le système proposé par le FN, les entreprises affichant un faible chiffre d'affaires mais un taux de profit très élevé, paieraient moins d'impôts que des entreprises au chiffre d'affaires important mais cependant très créatrices d'emplois, ou investissant beaucoup dans la Recherche et Développement, comme, par exemple, l'automobile ou l'aéronautique.

➤ En voulant également fixer le taux de la taxation du profit en fonction du montant global du chiffre d'affaires, le FN pénaliserait des entreprises en croissance, indifféremment selon qu'elles créent de l'emploi ou non, qu'elles investissent ou pas.

AGRICULTURE

TUER L'AGRICULTURE EN SORTANT DE LA PAC

LE FN ANNONCE QUE
« la France abandonnera la PAC au bénéfice de la PAF (Politique agricole française) »

- > La France ne pâtit pas de la PAC, elle en est la 1^{ère} bénéficiaire en Europe (elle a reçu à ce titre 8,7 milliards d'euros en 2011, auxquels il faut ajouter 1,4 milliards d'euros d'aides du deuxième pilier).

LE FN VEUT QUE « *l'agriculture française bénéficie d'une loi « Achetons français » qui obligera à se fournir prioritairement en denrées alimentaires produites en France* »

- > En voulant limiter ainsi les importations de produits alimentaires, le FN prend le risque d'inciter en retour les autres États à limiter leurs importations de produits agricoles français.
- > Or, l'agriculture française est une des plus exportatrices et l'industrie agroalimentaire est un moteur important de l'économie française.
- > Réduire les capacités d'exportation de l'agriculture française c'est donc décider la suppression de centaines d'exploitations et de milliers d'emplois en France !

PROTECTION SOCIALE

LE FN PRÉTEND QUE « *les étrangers en situation irrégulière ont tous accès aux aides sociales* »

C'EST FAUX!

EXCLURE PLUTÔT QUE PROTÉGER

- L'accès aux prestations sociales (notamment allocations familiales et RSA) est conditionné par la présence régulière sur le territoire français, mais également, à de nombreux autres critères, variant en fonction du type d'aides demandées.
- > Les étrangers ne peuvent par exemple, prétendre au RSA que s'ils ont résidé et travaillé (et donc cotisé et payé des impôts !) au moins 5 ans en France.

SELON LE FN « *L'aide médicale d'État (AME) induit un tourisme sanitaire et les étrangers restent ensuite sur le territoire national* »

➤ L'AME, créée en 2000, est une couverture médicale gratuite pour les étrangers en situation irrégulière présents sur le territoire depuis au moins 3 mois et qui s'applique en cas de soins dispensés dans un établissement de santé public ou privé participant au secteur public hospitalier.

➤ Le nombre de personnes qui pourraient prétendre à l'AME est estimé bien supérieur au nombre de bénéficiaires actuels: et pour cause, les étrangers en situation irrégulière en France cherchent plutôt à éviter tout recensement par les autorités administratives, au risque d'être renvoyés dans leur pays. Ils ne cherchent donc à solliciter ce dispositif qu'en cas de stricte nécessité.

- > Cette aide médicale n'induit pas un « tourisme sanitaire » comme le prétend le FN puisque seule une partie des étrangers en situation irrégulière y ont recours

C'EST FAUX!

➤ L'AME remplit un rôle de santé publique en permettant de prévenir et de contenir les infections, les risques d'épidémies.

- > L'absence d'une telle aide pour une population particulièrement précaire qui, par conséquent, renonce souvent aux soins et se trouve dans un état de santé plus fragile que le reste de la population, pourrait conduire à une propagation plus rapide et plus importante d'infections et de maladies. L'AME remplit un rôle sanitaire indispensable face au risque de pandémie qui peut atteindre toute la population.

SELON LE FN « *la fraude aux prestations sociales devient un système* »

C'EST FAUX!

➤ Selon le FN, il y aurait 10 millions de « fausses cartes Vitale » en circulation, alimentant ainsi la thèse d'une fraude généralisée à la Sécurité sociale orchestrée, bien évidemment, par les immigrés.

> Le rapport de 2004 sur lequel se fonde le FN pour avancer ce chiffre indiquait d'une part que la plupart des cartes vitales en surnombre ont été retirées de la circulation et détruites et que, d'autre part, s'il y avait eu des cartes vitales en

surnombre, elles ne seraient pas pour autant synonymes de fraude.

> Le FN se concentre donc sur une fantasmagorique fraude sociale qu'il attribue, sans aucun fondement, aux étrangers. En revanche, on ne l'entend pas parler avec la même énergie de la fraude fiscale qui, elle représente des montants considérables (80 milliards avec l'évasion fiscale).

➤ Loin d'être le fait des immigrés comme tente de le faire croire le FN, **2/3 des fraudes à la Sécurité sociale sont le fait des entreprises**, via le travail dissimulé.

➤ Si la fraude aux prestations sociales existe, elle est très faible (notamment, comparée à la fraude fiscale) et **aucune fraude ne justifie que l'on supprime pour tous des droits** qui restent les seuls moyens d'existence et de soins des bénéficiaires.

SELON LE FN « *L'immigration est une source de coûts très importants* »

➤ Une étude commanditée par le ministère des Affaires sociales en 2009 et réalisée par un laboratoire indépendant de l'Université de Lille III montre que le FN ment encore une fois : en 2005 par exemple, les immigrés ont bénéficié de 47,9 milliards d'euros de restrictions sociales (retraites, santé, allocations familiales, aides au logement, RSA) quand ils ont versé quelques 60,3 milliards au budget de l'État (cotisations sociales, impôts, CSG)

C'EST FAUX!

> Exclure les étrangers du système de protection sociale, en conduisant à les exclure également de son financement, conduirait non pas à réduire le déficit des comptes sociaux mais à le creuser de plus de 12 milliards d'euros !

ÉDUCATION

LE FN PRÉTEND DÉFENDRE
« *méritocratie et discipline* »

CELA SE TRADUIT EN RÉALITÉ PAR :

RÉSERVER LE DIPLÔME A UNE PARTIE SEULEMENT

LA LIMITATION DE L'ACCÈS AU DIPLÔME À UNE ÉLITE, CONSÉQUENCE DIRECTE DE :

➤ la suppression du collège unique couplée à la promotion de filières techniques et manuelles et au rétablissement de l'apprentissage à 14 ans.

> Le collège unique a permis de mettre fin à la ségrégation scolaire entre

enfants d'ouvriers, destinés aux filières professionnelles, et enfants issus de catégories aisées voués au baccalauréat général et aux études supérieures ;

> en voulant rétablir la distinction des filières dès le collège, le FN renonce à l'ambition d'offrir à tous la possibilité de poursuivre ses études jusqu'au baccalauréat et au-delà : ce sont bien évidemment les enfants les plus fragiles, issus des catégories sociales les plus modestes qui seront orientés dans les filières techniques ;

> le projet du FN conduit à aggraver un peu plus la reproduction sociale, en faveur des élites.

➤ le rétablissement du caractère sélectif du baccalauréat :

> alors que la France a une proportion trop faible de diplômés du supérieur au regard de ses besoins économiques et de la moyenne dans les pays de l'OCDE, limiter l'accès au baccalauréat aura pour conséquence immédiate de réduire le nombre de diplômés du supérieur et donc d'augmenter les difficultés des jeunes pour trouver un emploi ;

> alors que les résultats au baccalauréat sont fortement conditionnés par l'origine sociale des élèves, rétablir le caractère sélectif de celui-ci se fera forcément au détriment des catégories populaires.

MOINS DE MOYENS POUR L'ÉDUCATION :

Le FN préconise dans son programme :

➤ 20 000 suppressions de postes administratifs et techniques dans les écoles (bibliothécaires, conseillers d'orientation et d'éducation, assistantes sociales)

➤ aucune création de poste supplémentaire « dans un souci de responsabilité budgétaire »

> comment le FN compte-t-il améliorer les performances éducatives des élèves français et élever le niveau de qualification de la population, exigence économique et sociale, en supprimant des postes essentiels au bon fonctionnement des établissements et en ne mettant pas les moyens nécessaires en professeurs ?

LE TOUT SÉCURITAIRE POUR UNIQUE PROJET ÉDUCATIF

Le FN préconise, en effet, « pour rétablir l'autorité à l'école » de :

➤ équiper les établissements les plus dangereux de portiques de détection de métaux

> ceux-ci n'ont jamais empêché les armes de pénétrer dans les établissements, comme en attestent malheureusement, les tueries régulières aux États-Unis où pourtant la plupart des établissements sont équipés de ce type de portique ;

> la démagogie et les propositions « gadgets » tiennent encore une fois lieu de projet éducatif pour le FN ;

➤ créer une « police scolaire »

> les postes administratifs et techniques que le FN veut supprimer participent, mieux qu'une police scolaire, à la mission éducative de l'école, en encadrant au quotidien les élèves et en permettant de détecter d'éventuelles difficultés sociales ou familiales et d'y reprendre ;

➤ cesser les activités culturelles et les animations périscolaires

> loin de constituer une menace pour l'autorité, celles-ci sont au contraire l'occasion d'enseigner les règles du savoir-vivre ensemble. Elles sont aussi une chance pour tous les élèves, en particulier issus des milieux modestes.

LE PROJET DU FN

UN DANGER POUR LE MODELE REPUBLICAIN

FEMMES

RETOUR AU FOYER !

LE FN PROPOSE « *un salaire minimum qui serait accordé aux femmes qui font le choix d'élever leurs enfants* »

➤ Pour les mères ou les pères faisant le choix de renoncer à une activité professionnelle pour élever leurs enfants, le FN propose de verser un « revenu parental » d'un montant équivalent à 80 % du Smic, pendant trois ans à partir du 2^{ème} enfant et renouvelable pour 4 ans, pour le 3^{ème} enfant : ce « revenu parental » serait choisi quasiment exclusivement par des femmes, puisqu'elles touchent en moyenne 27 % de salaire de moins que les hommes pour un poste équivalent et occupent 80 % des emplois précaires.

CELA AURAIT DONC POUR CONSÉQUENCE DE :

➤ inciter les femmes au retour au foyer plutôt que de promouvoir un modèle d'égalité dans lequel les droits et responsabilités familiales seraient également répartis entre hommes et femmes ;

➤ nuire à la carrière professionnelle des femmes, puisqu'après plusieurs années d'éloignement du marché du travail il est très difficile de retrouver un emploi au même niveau de responsabilité et de rémunération

- > diminuer le salaire moyen des femmes au cours de leur carrière, à cause de cet éloignement
- > diminuer le montant de leur pension de retraite

➤ nuire à l'autonomie financière des femmes et les conduire à redevenir plus dépendantes de leur mari ou de leur famille. C'est une régression inacceptable !

LE FN RÉCLAME LE « *le déremboursement de l'IVG de confort* »

➤ Une terminologie archaïque et polémique : sous-entendre qu'il y a la possibilité de faire la différence entre les motifs d'avortement, c'est jeter de la suspicion sur les femmes qui souhaitent y recourir et justifier l'interprétation du droit à l'avortement. Cela revient donc à s'attaquer au droit à l'avortement. Cela revient donc à s'attaquer au droit à l'avortement. Cela revient donc à s'attaquer au droit à l'avortement. Il ne faut pas laisser passer cette terminologie.

➤ Une mesure injuste : les femmes et les couples les plus pauvres pourraient être contraints de renoncer à un avortement pour des raisons financières.

- > L'IVG serait donc réservée aux riches
- > Dans le même temps les plus modestes devront avoir recours aux méthodes dangereuses pratiquées par le passé.

➤ Une mesure inutile : le FN veut par cette mesure relancer la natalité, alors que la France est dans le peloton de tête en Europe, avec 2,1 enfants par femme, seuil permettant d'assurer le renouvellement des générations.

> À propos des femmes, Jean-Marie Le Pen déclarait en 1996 dans le Parisien, en parlant des femmes : « Il est ridicule de penser que leur corps leur appartient, il appartient au moins autant à la nature et à la nation ».

Les femmes ne seraient donc pas totalement libres mais elles auraient, par nature, un devoir à accomplir : celui de faire des enfants.

Cette instigation dans la société d'une vision rétrograde de la place de la femme est particulièrement désastreuse à l'heure où, *pendant que le gouvernement multiplie les mesures en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, des mouvances extrémistes prennent l'école et le savoir en otage.*

C'est ce qui s'est passé avec la «journée de retrait de l'école», propagée par les réseaux intégristes en réaction aux «ABCD de l'égalité», un matériel pédagogique destiné à sensibiliser les enseignants à la lutte contre les stéréotypes dont sont victimes les garçons et les filles et qui sont à l'origine de nombreuses discriminations tout au long de la vie.

Une même logique nourrit la volonté de certains groupuscules réactionnaires de soumettre les ouvrages disponibles dans les bibliothèques publiques à des critères de sélection. *Il y a une seule barrière en France à la liberté d'information, et pour un enfant, à celle d'apprendre et d'élargir ses horizons, c'est celle de la loi.*

Avec ces manoeuvres, les extrémistes poursuivent un *objectif de déstabilisation de l'école républicaine, qui doit offrir à chaque enfant les moyens de se forger un esprit critique et de penser par soi-même*, dans la fidélité aux messages des Lumières et de la Révolution française.

LAÏCITÉ

INDIGNATION SÉLECTIVE ET INTÉGRISME CATHOLIQUE

MARINE LE PEN A DÉNONCÉ LE FAIT QU' *« Il y a des prières sur la voie publique. (...) Certes, il n'y a pas de blindés, il n'y a pas de soldats, mais c'est une occupation tout de même. »*

➤ En condamnant, en 2010, les « prières de rue » pratiquées par des musulmans en raison du manque de places dans une mosquée, Marine Le Pen invoquait la nécessaire défense des principes de la République, au premier rang desquels la laïcité. Ces prières de rue occasionnelles sont liées à un problème quantitatif (une vingtaine de mosquées en France manquent d'espace) mais aussi qualitatif : beaucoup de musulmans sont contraints de pratiquer dans des conditions précaires.

> Nous n'avons pas entendu le même rappel au respect de la laïcité quand des militants de *Civitas* organisaient des prières de rue devant l'Assemblée nationale contre le mariage pour tous, occupant plusieurs jours durant tout un boulevard parisien.

> La laïcité de Marine Le Pen est donc à géométrie variable, en fonction de la religion

considérée. La laïcité n'est pour le FN qu'un nouveau prétexte pour, à travers la religion musulmane, désigner les immigrés comme « incompatibles » avec la République

➤ En s'attaquant dans le même temps à la religion musulmane, Marine Le Pen contrevient au principe de laïcité qui veut que « nul ne soit inquiété pour ses opinions, même religieuses ». Elle prend le risque, dans le même temps, de raviver les conflits de religions en France. Depuis la levée de son immunité parlementaire, Marine Le Pen risque d'ailleurs d'être condamnée dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour « provocation à la discrimination, à la violence et à la haine envers un groupe de personnes en raison de leur religion ».

LE FN AFFIRME QUE « *l'islam est aujourd'hui favorisé au nom du multiculturalisme* »

➤ Entre 4 et 6 millions de personnes sont de confession musulmane en France. L'Islam est la 2^e religion du pays. Pourtant il n'existe que 2000 lieux de culte pour les musulmans, contre 39 000 églises catholiques.

➤ Le financement des établissements privés confessionnels sous contrat, dont l'immense

LE FN, ami des intégristes religieux

➤ Marion Maréchal Le Pen n'a pas hésité à défilé, dans la Manif pour tous, aux côtés d'intégristes musulmans de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France) et des intégristes catholiques de Civitas et Alliance Vita. Le point commun de ces organisations, musulmanes ou catholiques, est d'instrumentaliser la religion à des fins politiques pour porter un projet de société à visée réaction-

C'EST FAUX!
L'ISLAM EST LOIN DE BÉNÉFICIER DE MOYENS PRIVILÉGIÉS !

majorité est catholique, dispose pour sa part d'une prise en charge par l'État.

➤ Les lieux de culte, dont l'immense majorité n'est pas musulmane, bénéficient de dépenses de l'État pour leur entretien et leur conservation.

naire. La laïcité vise justement à combattre ces intégrismes, afin que le droit ne soit pas dicté par la foi ou les religions des uns ou des autres. Elle garantit le vivre ensemble et la cohabitation harmonieuse de croyants et non croyants, de pratiquants de différentes religions. La laïcité affichée par le FN n'est donc bien qu'une laïcité de façade qui ne vise qu'à stigmatiser l'islam pour mieux désigner les immigrés. Dès qu'il s'agit de laïcité véritable, c'est-à-dire le fait que les préceptes religieux, quels qu'ils soient, ne sauraient s'appliquer à la sphère publique (afin justement de préserver la liberté de conscience de chacun), le FN préfère s'allier aux intégristes religieux de tous bords pour la combattre. Loin de défendre la laïcité, le FN la combat en défilant aux côtés des mouvements intégristes.

IMMIGRATION

MENACES IMAGINAIRES,
PROPOSITIONS INEFFICACES, ORIENTATION XÉNOPHOBE

SELON LE FN « *l'assimilation n'est plus possible dans un tel contexte d'immigration de masse* »

LES FLUX MIGRATOIRES NE CONSTITUENT PAS UNE MENACE POUR L'IDENTITÉ FRANÇAISE

➤ Loin de la rhétorique du FN sur l'« invasion d'immigrés », arrivant en flot continu en France, le solde migratoire est en baisse depuis les années

FAUX!

1970 (150 000 contre 75 000 aujourd'hui) et en stagnation depuis quelques années.

➤ **La France sans immigration qu'exalte le Front national n'a jamais existé** : la France a connu plusieurs vagues d'immigration dans son histoire. L'immigration constitue un phénomène structurel à toutes sociétés : en 1950, déjà (période prise en exemple par Marine Le Pen), 23 % des naissances avaient une ascendance étrangère remontant, au plus à la 2^{ème} génération. Le pourcentage est à peine plus élevé chez les enfants nés en 1985 (30 %).

- > Les Français issus de l'immigration ne représentent donc pas une part plus élevée aujourd'hui qu'hier dans l'ensemble des naissances.
- > Alors que le FN veut faire croire que l'immigration menace les fondements de la France, celle-ci constitue en fait une part de son identité puisque depuis longtemps déjà, près d'un tiers de sa population en est issue.

AU CONTRAIRE : LA RÉDUCTION DE L'IMMIGRATION METTRAIT EN DIFFICULTÉ L'ÉCONOMIE

LE FN VEUT « des mesures d'ordre constitutionnel, législatif, réglementaire pour stopper aussi bien l'immigration légale que clandestine »

Le FN veut faire baisser les arrivées légales de 200 000 à 10 000 par an, par une série de mesures aussi inefficaces qu'injustes :

« LA SUPPRESSION DU REGROUPEMENT FAMILIAL » : INJUSTE ET CONTRAIRE AU DROIT INTERNATIONAL

- > alors que l'économie française profiterait d'une main-d'œuvre dont elle a besoin, on refuserait à ces salariés le droit à vivre avec leur famille, les considérant ainsi comme un simple outil dans la chaîne de production ?
- > non seulement cette mesure est injuste et inhumaine, mais elle est également contraire à toutes les conventions internationales ratifiées par la France et qui reconnaissent, à juste titre, le droit à une « vie familiale normale ». On ne peut pas considérer des être humains comme de simples outils de production sous prétexte qu'ils sont étrangers !

L'idée selon laquelle l'immigration n'entraînerait que des coûts pour notre économie est fautive. Plusieurs études l'ont montré dont, récemment, l'étude « Immigration et croissance économique en France entre 1994 et 2008 » des économistes Hyppolyte d'Albis, Ekram Boutbane et Dramane Coulilaby. Ils montrent que l'immigration légale, a eu des effets positifs sur le PIB (gain supérieur à 300 millions d'euros par an).

En réduisant le nombre d'entrées annuelles à 10 000 personnes, comme le propose le FN, des secteurs entiers seraient confrontés à des pénuries de main-d'œuvre, les recettes fiscales de l'État diminueraient, la consommation intérieure baisserait...

- > Le projet de réduire à 10 000 personnes par an le nombre d'entrées sur le territoire, démontre la démagogie du slogan « zéro immigration ». Le FN lui-même, se rend bien compte qu'il serait absurde de vouloir réduire à zéro le nombre d'immigrés.

« L'INTERDICTION DE LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS » : IDÉOLOGIQUE ET INEFFICACE

Les règles régissant l'immigration doivent être respectées et l'immigration illégale doit être combattue. Les régularisations, au cas par cas et sur des critères transparents et précis telles que mises en œuvre par le gouvernement – et contrairement à ce qui avait été fait sous le mandat de Sarkozy – permettent :

➤ **d'accroître les recettes sociales et fiscales et d'éviter la pression à la baisse sur les salaires exercée par le travail au noir.**

- > la fin des régularisations rendrait service aux entreprises.

➤ de prendre en compte une situation de fait dans laquelle des enfants sont nés et ont grandi en France

- > les renvoyer dans un pays qu'ils n'ont jamais connu est non seulement absurde, mais particulièrement injuste !

« LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DES CARTES DE SÉJOUR » : CONTRE-PRODUCTIF !

➤ loin de réduire le nombre d'immigrés, cette mesure aurait uniquement pour effet de « créer » mécaniquement plus de sans-papiers.

- > En divisant par trois la durée du titre de séjour, le FN multiplie par trois le nombre de demandes : les difficultés qui en découleront pour d'obtenir un renouvellement rapide de titre de séjour, même lorsqu'une personne remplit les critères requis, conduiront à faire basculer des milliers d'immigrés dans l'illégalité, en attente du renouvellement de leur titre de séjour.

POUR LE FN « Être français, ça se mérite »

LE FN VEUT DONC :

LA SUPPRESSION DU DROIT DU SOL AU PROFIT DU DROIT DU SANG : UNE MESURE CONTRAIRE À LA CONCEPTION FRANÇAISE DE LA NATIONALITÉ

➤ cela revient à interdire l'accès à la nationalité française par choix

- > contraire à la conception française de la nationalité telle qu'elle est développée depuis la Révolution française et qui constitue une part de son identité politique. Le droit du sol est constitutif de la Nation universaliste en permettant à ceux qui sont nés et ont grandi en France de devenir des citoyens de la République ;
- > conséquence aussi absurde qu'injuste : un enfant né en France et ayant toujours vécu en France ne pourra pas devenir français ;

« LA SUBORDINATION DES AIDES AU DÉVELOPPEMENT À LA LIMITATION DES FLUX MIGRATOIRES PAR CES PAYS » : INJUSTE ET CONTRE-PRODUCTIF !

➤ les immigrés extracommunautaires quittent pour la plupart des pays économiquement fragiles ou même en conflit

- > limiter les aides au développement à ces pays n'aura donc aucun effet sur leur capacité à réguler leur émigration, tant les institutions et les services de police peuvent y être fragilisés.

➤ Cela conduira, en revanche, à accroître leurs difficultés, ce qui serait non seulement injuste, mais aussi inefficace

- > si les difficultés économiques et sociales des pays déjà fragiles s'accroissent, les flux migratoires ne feront qu'augmenter vers les pays les plus riches, dont la France.

- > cette mesure, conjuguée à la restriction des possibilités d'accéder à un titre de séjour, tel que le réclame le FN, rend très difficile la constitution de « foyers mixtes », entre un(e) Français(e) et un(e) étranger(e). C'est justement à cela que veut aboutir le FN : faire reculer la diversité et le métissage, qu'il voit comme une menace pour l'identité réelle (ou fantasmée!) de la France alors qu'ils montrent la valeur du creuset républicain.

ÉLARGIR LES CONDITIONS D'ABANDON OU DE RETRAIT DE LA NATIONALITÉ, EN INTERDISANT LA DOUBLE-NATIONALITÉ ET EN METTANT EN PLACE UNE NATIONALITÉ À POINTS

- > Le FN ouvre la voie aux déchéances de nationalité, prenant le risque de fabriquer des cohortes d'apatrides. C'est une remise en cause des accords internationaux et des conventions européennes signés par la France.
- > Le FN rompt le lien entre citoyenneté et nationalité, acquis de la Révolution française et de la République.

En se focalisant sur la question de l'immigration, le FN entretient le terreau du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie.

Il montre ainsi sa proximité avec des mouvements qui eux, ne s'embarassent pas de périphrases quand il s'agit d'insulter et d'exprimer leur haine, à l'exemple :

- > des insultes proférées à l'égard de Christiane Taubira, une candidate du Front national en a d'ailleurs elle même été l'auteur;
- > les déclarations antisémites de Dieudonné;

Noirs, juifs, musulmans, français d'origine étrangère : ils sont une cible claire pour les extrémistes les plus violent, encouragés par le comportement du FN.

JUSTICE ET SÉCURITÉ

MOINS DE LIBERTÉS SANS PLUS DE SÉCURITÉ

LE FN DÉNONCE « *un état de violence permanent* »

➤ Le FN cherche à attiser les peurs :

- > les faits de violence n'ont pas augmenté de 45% depuis 2002 comme le prétend le FN mais de 22%, (381 053 atteintes volontaires à l'intégrité physique en 2002 contre 468 012 en 2011)
- > le nombre d'homicides a été divisé par 2 entre 1995 en 2010

SELON LE FN « *Cette flambée de l'insécurité trouve en grande partie son origine dans la hausse continue de l'immigration vers la France* »

- > il n'existe aucune statistique sur la délinquance des personnes issues de l'immigration.
- > ce constat du FN ne repose donc sur aucune donnée et vise à développer un sentiment xénophobe en brossant le tableau d'une France assiégée par le péril immigré.

« Ma priorité absolue sera d'abord et avant tout l'ordre et la sécurité partout » AFFIRME MARINE LE PEN

Convaincu que la réduction de la délinquance passe par là, le FN veut instaurer une « politique de tolérance zéro », qui comprendrait :

DES MESURES DANGEREUSES POUR LA JUSTICE ET LES LIBERTÉS :

➤ le rétablissement de la peine de mort :

- > une mesure inefficace : le taux de criminalité est loin d'être plus bas dans les pays qui l'appliquent : la peine de mort n'a donc aucun effet dissuasif ;
- > une mesure dangereuse au regard de la justice : en cas d'erreur judiciaire, c'est prendre le risque d'avoir condamner à mort un innocent) ;

> une mesure contraire aux droits de l'homme : cette sanction bannit toute possibilité pour un individu de se racheter et de changer. La France est membre de l'Union européenne. La Charte des droits fondamentaux, adoptée par le Parlement européen, le Conseil et la Commission le 7 décembre 2000, stipule que « nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté ».

➤ l'interdiction de manifester en soutien à des clandestins, sous prétexte qu'il s'agit d'un délit.

> cette proposition constitue une grave menace pour la démocratie : le droit de manifester et la liberté d'expression constituent des libertés fondamentales garanties par la Constitution, sans lesquelles la démocratie est une coquille vide.

Le FN veut-il interdire toutes les manifestations qui viseraient à réclamer une évolution de la législation ?

DES MESURES INEFFICACES POUR FAIRE BAISSER LA CRIMINALITÉ ET LA DÉLINQUANCE

➤ Le durcissement des peines

> Le FN veut faire croire que le fait de durcir

l'ensemble des sanctions en ignorant totalement l'individualisation des peines, l'appréciation du juge et les actions de prévention de la récidive et de réinsertion des condamnés fera mécaniquement baisser la criminalité.

> Or, toutes les études montrent que les peines alternatives à la prison, notamment pour les délits sanctionnés de courtes peines de prison, sont plus efficaces pour éviter la récidive que les lourdes peines.

➤ La suppression de toutes les prestations sociales pour les condamnés, loin d'être dissuasive, risque d'encourager à la récidive en rendant particulièrement difficile, voire impossible, leur réinsertion dans la société.

Loin de viser l'efficacité en cherchant des mesures véritablement propres à faire baisser la délinquance, le FN porte un discours démagogique et simpliste en faisant croire aux électeurs qu'il existerait une solution miracle contre la délinquance !

SYNDICATS

LE FN, ENNEMI DU MOUVEMENT SOCIAL

LE FN A PROMIS QUE

« les modalités d'élections des représentants des salariés seront revues. Des syndicats plus représentatifs (...) seront (...) moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité. »

Derrière les discours défendant en apparence les droits sociaux et les salariés, le FN reste donc un parti profondément opposé aux mouvements sociaux par principe et aux syndicats. Alors que les syndicats font valoir les droits et les revendications des salariés, comment le FN peut-il prétendre défendre les classes populaires et s'attaquer ainsi aux syndicats ? Il rejette ainsi la démocratie sociale complémentaire de la démocratie politique.



10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 00 | Fax : 01 47 05 15 78
parti-socialiste.fr